Depuis quelques jours, des allégations fusent et portent à croire que l'argent de l'Etat du Cameroun, a été gracieusement donné à l'homme d'affaires, patron du groupe l'Anecdote et promoteur d'une école, à hauteur de plusieurs milliards de francs CFA.

Revenant sur ces faits allégués, le leader du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) demande au Gouvernement de la République « de clarifier *très rapidement cette situation qui vient conforter dans l'opinion l'image déjà très détestable d'un pouvoir kleptocrate porté par une bande mafieuse ».*

Lire ci-dessous la sortie de Maurice Kamto

DÉCLARATION SUR LES SOUPÇONS DE DÉTOURNEMENTS MASSIFS DES FONDS PUBLICS AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN EN CO-ACTION AVEC LE MINISTÈRE DES FINANCES, DIVERSES AUTRES ADMINISTRATIONS DE L'ÉTAT, CERTAINES ENTREPRISES ET CERTAINS INDIVIDUS

Depuis quelques jours les réseaux sociaux inondent l'opinion publique de documents et d'informations diverses donnant à croire que le Ministère de l'Economie et du Plan et le Ministère des Finances auraient fait des dons d'argent public, en milliards de FCFA, à des

hommes d'affaires. D'après ces informations, plusieurs administrations publiques, y compris la Présidence de la République, seraient mêlées à divers montages visant à siphonner les caisses de l'Etat.

Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) ne dispose pas des moyens légaux lui permettant de vérifier l'authenticité de toutes ces allégations. Aussi demande-t-il au Gouvernement de clarifier très rapidement cette situation qui vient conforter dans l'opinion l'image déjà très détestable d'un pouvoir kleptocrate porté par une bande mafieuse.

Le MRC demande en même temps l'audit du fameux Chapitre 94 de la Loi de Finances intitulé « Investissements en intervention », sur les vingt dernières années au moins. Le MRC demande aussi, dans les mêmes conditions, un audit du Chapitre 65 sur les dépenses communes logé au Ministère des Finances.

Concomitamment, il demande une enquête approfondie à la Direction de la programmation et des investissements publics dont l'actuel directeur qui, outre son profil atypique par rapport à la technicité de son poste, est présenté par une certaine opinion comme « le fonctionnaire le plus riche » en milliards de francs CFA.

Face à ces affaires scabreuses qui laissent penser à un important réseau de détournement de deniers publics impliquant de nombreuses personnalités, tant au sein de la hiérarchie de l'Etat que dans le monde des affaires, le MRC demande l'ouverture d'une enquête d'urgence par les services compétents de l'État. En particulier, il invite le Procureur Général près le Tribunal criminel spécial (TCS) à exercer les attributions qui lui sont dévolues par loi pour agir en pareil circonstance.

Dans cet ordre d'idées l'inaction du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, du Délégué Général à la Sûreté nationale (DGSN) et du Secrétaire d'État chargé de la Gendarmerie nationale (SED) serait incompréhensible devant la persistance de ces allégations de détournements massifs des deniers publics.

Dans le contexte actuel où il est évident que l'État peine à faire face à ses obligations financières, il serait tout à fait indécent de laisser s'installer l'idée que l'on pourrait se servir à pleine mains dans les caisses publiques et, en plus, narguer les populations, en toute impunité.

Yaoundé, le 15 novembre 2021